

Sessions de formations collectives en vue de l'amélioration de la Qualité de vie et des Conditions de travail (QVCT) et la prévention des risques professionnels pour les agents des circonscriptions franciliennes du CNRS

Lot 1 : Formation en prévention des risques sur la santé mentale au travail

Lot 2 : Formation secourisme en santé mentale

Lot 3 : Prévention des risques physiques au travail

Lot 4 : Formation des personnes compétentes en radio-protection










**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
commun aux deux lots**

SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	6
2.	OBJET DU CONTRAT.....	6
	Description des prestations.....	6
	▪ Objet de la prestation :	6
	▪ Lieux d'exécution :	6
	▪ Support de formation :	7
	▪ Pièces contractuelles :	7
	▪ Pièces à remettre au titulaire	7
	▪ Identification de l'Acheteur	7
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	8
	▪ Décomposition de la prestation et forme du contrat :	8
	▪ Montant maximum annuel par lot:	8
	▪ Émission des bons de commande :	9
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	9
	▪ Durée globale du contrat :	9
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	9
5.1.	Prix du contrat	9
	▪ Nature des prix :	9
	▪ Contenu des prix :	9
	▪ TVA :	10
5.2.	Établissement et variation des prix	10
	▪ Variation des prix.....	10
	▪ Mois d'établissement des prix.....	10
	▪ Modalités de révisions des prix	10
	▪ Clause de sauvegarde	11
	▪ Monnaie	11
5.3.	Conditions de paiement	11
	▪ Avance	Erreur ! Signet non défini.
	▪ Mentions à faire figurer sur le bon de commande.....	11
	▪ Présentation des demandes de paiement :	11
	▪ Régime des paiements :	12
	▪ Délai de paiement :	13
	▪ Intérêt moratoire :	13

▪	Modalités de paiement	13
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	13
6.1.	Conditions de réalisation des prestations	13
▪	Forme des notifications relatives à l'accord-cadre	13
▪	Documents à remettre et modalités de remise :	14
6.2.	Report et annulation de sessions	14
▪	Report des sessions	14
▪	Annulation de session	14
▪	Condition d'annulation et de report en cas de force majeure.....	14
▪	Modalités de report ou d'annulation	15
6.3.	Composition des groupes de stagiaires.....	15
6.4.	Procédure de remplacement de l'équipe dédiée.....	15
6.5.	Modifications relatives au titulaire de l'accord-cadre.....	16
▪	Généralités	16
▪	Modifications mineures :.....	16
▪	Modifications majeures :.....	16
7.	VERIFICATION DES PRESTATIONS – DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	16
▪	Vérification et réception des prestations.....	16
▪	Utilisation des résultats par le CNRS – choix de l'option du CCAG-PI	17
8.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	17
▪	Assurances :.....	17
▪	Protection des données à caractère personnelles	18
▪	Accès et sécurité.....	21
▪	Sous-traitance.....	21
9.	PÉNALITÉS.....	21
▪	Cumul des pénalités	22
10.	MODIFICATIONS ET RESILIATION DU MARCHE	22
10.1	Modification du marché	22
▪	Clause de non exclusivité	22
10.2	Résiliation	22
11.	TRIBUNAL COMPETENT	23

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Sessions collectives et individuelles de formation sur la thématique de la Qualité de Vie et des Conditions de travail pour les agents CNRS des circonscriptions des délégations régionales d'Ile-de-France
	Acheteur	Pôle Formation IFSeM - Délégation Ile-de-France Villejuif
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum annuel, mono-attributaire
	Structure	Marché alloti (4 lots)
	Lieu d'exécution	Région d'Ile-de-France et Caen (uniquement IDF lot 4)
	Durée	1 an renouvelable 3 fois maximum
	Pénalités	Voir article 9
	Variation des prix	Ferme la première année et révisables pour la 2 ^{ème} , 3 ^{ème} et 4 ^{ème} année
	Nature des prix	Prix unitaires sur BPU

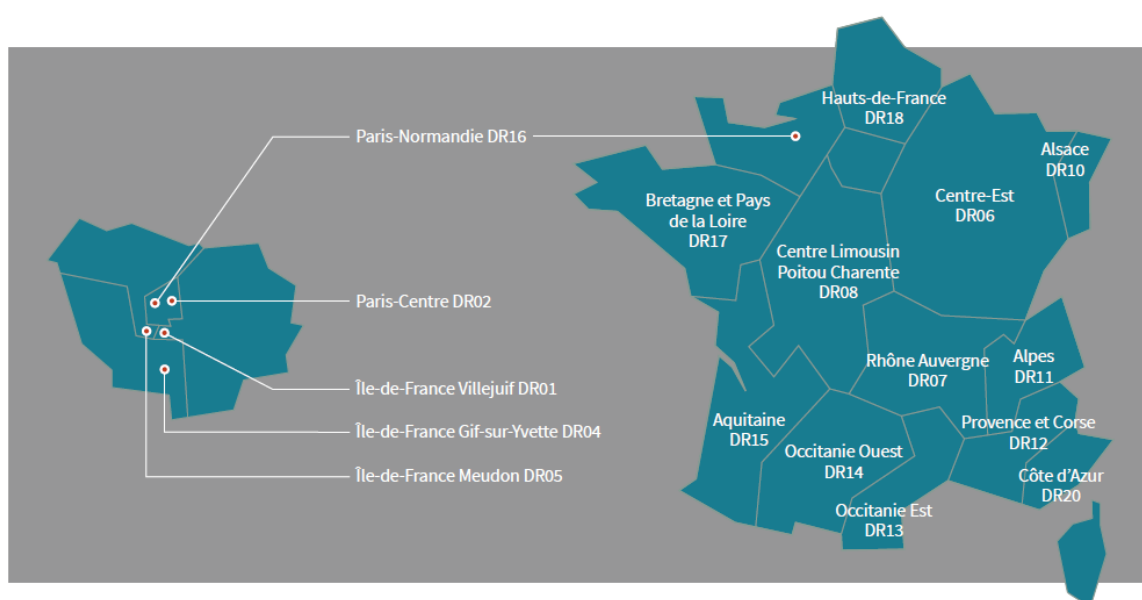
PRÉSENTATION

Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) est un organisme public de recherche (Établissement public à caractère scientifique et technologique) placé sous la tutelle du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Il produit du savoir et met ce savoir au service de la société.

Avec plus de 33 000 personnes (chercheurs, ingénieurs, techniciens et administratif) et une implantation sur l'ensemble du territoire national (17 délégations régionales), le CNRS exerce son activité dans tous les champs de la connaissance (biologie, chimie, écologie et environnement, homme et société, sciences de l'information, ingénierie et systèmes, mathématiques, physique, nucléaire et particules et Terre et Univers). Il a une longue tradition d'excellence : parmi les chercheurs qui travaillent ou ont travaillé dans ses laboratoires, vingt ont été lauréats du prix Nobel et douze de la Médaille Fields.

Les Délégations régionales ont pour missions principales :

- ▣ D'assurer la représentation de l'établissement notamment dans le cadre des relations avec les partenaires académiques, les collectivités territoriales et les partenaires socio-économiques ;
- ▣ De constituer le support de proximité des laboratoires de la circonscription.



Le CNRS est représenté en Ile-de-France par 5 Délégations Régionales : Paris Centre, Ile-de-France Gif-sur-Yvette, Ile-de-France Meudon, Paris Normandie et Ile-de-France Villejuif représentant environ 12 000 personnels du CNRS, soit 40 % de l'effectif du territoire national.

Le pôle achats de l'IFSeM en relation avec les services financiers de chacune des délégations franciliennes, est chargé de détecter les besoins collectifs et de passer des marchés transversaux au bénéfice des délégations régionales de l'Ile-de-France et de leurs unités. Dans ce cadre, il planifie et coordonne ces marchés transverses qui sont déployées en Ile-de-France.

Le pôle achats gère également les achats propres aux besoins des autres pôles de l'IFSeM.

En l'espèce, le marché transverse relatif aux prestations de formation en Qualité de Vie et des Conditions de Travail (QVCT) bénéficie au Pôle formation de l'IFSeM et aux Services RH des délégations franciliennes et est piloté par le Pôle achats de l'IFSeM.

1. DÉFINITIONS

Terme	Définition
Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en procédure adaptée, en application des articles L2123-1, R2123-1 et article R2131-14 du Code de la commande publique. Le contrat fait référence au CCAG Prestations Intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et entré en vigueur le 1 ^{er} avril 2021.
Acheteur	L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté
Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.
Stagiaire	: Désigne la personne physique bénéficiaire d'une session de formation

2. OBJET DU CONTRAT

Description des prestations

▪ **Objet de la prestation :**

L'accord-cadre a pour objet la conception, l'animation et l'évaluation de sessions collectives de formation à la Qualité de Vie et des Conditions de Travail pour les agents du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) des circonscriptions des délégations régionales d'Ile-de-France.

L'accord-cadre concerne la formation professionnelle des agents titulaires et contractuels du CNRS (ingénieurs, techniciens ou chercheurs).

L'accord-cadre est alloté de la manière suivante :

- **Lot n°1 : Formation en prévention des risques sur la santé mentale au travail ;**
- **Lot n°2 : Formation secourisme en santé mentale ;**
- **Lot n°3 : Prévention des risques physiques au travail ;**
- **Lot n°4 : Formations des personnes compétentes en radio-protection.**

Les formations sont détaillées dans le cahier des clauses techniques et particulières (CCTP) propre à chaque lot.

▪ **Lieux d'exécution :**

Les prestations se dérouleront en Ile-de-France et à Caen (exclusivement en Ile-de-France pour le lot n°4, les sites de la Normandie de la DR16 ne seront pas inclus dans le périmètre du contrat au titre du lot n°4), dans les locaux du CNRS, dans ceux des partenaires (réservés par le CNRS) ou dans ceux du titulaire. Les sessions de formations pourront avoir lieu en présentiel ou à distance.

- **Support de formation :**

Le titulaire a la charge d'élaborer, d'éditer et de fournir les supports de formation aux stagiaires lors de la session de formation. Ces supports pédagogiques seront mis à la disposition des stagiaires par le titulaire au format dématérialisé au plus tard le lendemain du dernier jour de la formation.

Afin de préserver l'environnement, le titulaire transmettra les supports de formations par messagerie électronique aux stagiaires ou par le biais d'un lien d'accès à une plateforme de téléchargement.

- **Pièces contractuelles :**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives sont les suivantes dans l'ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, dûment complété et daté par le titulaire ;
 - L'annexe à l'acte d'engagement, le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
 - Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux quatre lots ;
 - Le cahier des clauses techniques de chaque lot (CCTP)
 - Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021 ;
 - Le cadre de réponse technique (CRT) complété par le titulaire et remis dans son offre.
- > les bons de commandes à compter de leur notification au titulaire.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du titulaire, contraire ou modifiant les dispositions des pièces de l'accord-cadre est réputée non écrite. Les conditions générales sont en particulier concernées par cette disposition.

- **Pièces à remettre au titulaire**

La notification de l'accord-cadre par le pôle achats du service mutualisé d'Ile-de-France de la Délégation Ile-de-France Villejuif, comprend une copie de l'acte d'engagement et son annexe à l'exception des autres pièces constitutives mise à disposition sur place et du CCAG-PI, délivrées sans frais par le CNRS au titulaire, via le profil d'acheteur PLACE.

Le CCAG-PI est notamment consultable à l'adresse suivante :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613>

La notification des bons de commande pour le présent marché public par le service bénéficiaire du CNRS est délivrée par tout moyen permettant d'attester la date de réception.

- **Identification de l'Acheteur et des entités du CNRS bénéficiaires**

Acheteur

Pour chaque lot, en qualité de personne responsable des marchés, la déléguée régionale de la Délégation Île-de-France Villejuif, ou ses délégataires est compétente pour signer tous les actes nécessaires, à la passation, à la conclusion et à la modification de chaque accord-cadre.

Les délégués régionaux d'Île-de-France ou leurs délégataires, en qualité d'ordonnateurs ont compétence afin de signer tout acte nécessaire à l'exécution des accords-cadre.

Le représentant du CNRS habilité à apporter des modifications aux pièces constitutives de l'accord-cadre, à signer les bons de commande, à assurer le suivi des prestations, le suivi administratif et financier des bons de commande et le cas échéant, la gestion des actes courants est la déléguée régionale de la délégation régionale Ile-de-France

Villejuif ou son représentant.

La Déléguée Régionale
Délégation Régionale Ile-de-France Villejuif
7 rue Guy Môquet
94800 Villejuif

Pour chaque lot, l'interlocuteur du titulaire représentant le CNRS, notamment à signer les bons de commande, à assurer le suivi des prestations, le suivi administratif et financier des bons de commande et le cas échéant, la gestion des actes courants est la déléguée régionale de la délégation régionale Ile-de-France Villejuif ou son représentant.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

- **Décomposition de la prestation et forme du contrat :**

Pour chaque lot, la forme retenue pour l'exécution du contrat est un **accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum et avec un maximum annuel**, en application des articles R2162-2 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Les services bénéficiaires sont habilités à émettre auprès du titulaire de chaque lot des bons de commande émis directement sur le fondement de l'accord-cadre, durant toute la durée de sa validité, et portant sur les prestations décrites dans le CCTP propre à chaque lot et dans ses annexes.

Les prestations sont rémunérées par l'application d'un prix unitaire aux quantités réellement exécutées par référence au bordereau de prix unitaires, annexé à l'acte d'engagement.

- **Montant maximum annuel par lot :**

Formations	Montant maximum annuel (en € HT)
Lot 1 : Formation en prévention des risques sur la santé mentale au travail	100 000 € HT
Lot n°2 : Formation secourisme en santé mentale	20 000 € HT
Lot n°3 : Prévention des risques physiques au travail	20 000 € HT
Lot n°4 : Formation des personnes compétentes en radio-protection.	90 000 € HT

- **Émission des bons de commande :**

Le présent accord-cadre s'exécute, en application des articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique, au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande dans les conditions définies ci-après.

Les services bénéficiaires sont habilités à émettre auprès du titulaire de chaque lot des bons de commande émis directement sur le fondement de l'accord – cadre et portant sur les prestations décrites dans le CCTP propre à chaque lot et dans ses annexes.

Le pôle formation de l'IFSeM en accord avec le titulaire planifiera l'ensemble des formations qu'il pilote sur l'année civile au regard des besoins de formation recueillis annuellement auprès des agents. Les autres services bénéficiaires feront appel au titulaire au fur et à mesure de la survenance des besoins des agents de leurs circonscriptions.

Les services bénéficiaires confirment les dates des sessions de formation ainsi que les lieux (si la formation s'effectue en présentiel) par l'émission d'un bon de commande transmis au titulaire au plus tard **15 jours** avant la date de commencement d'exécution des prestations commandées.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au CNRS dans un délai **de sept (7) jours** à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Les bons de commande émis pendant la période de validité de l'accord-cadre peuvent s'exécuter postérieurement à la date d'échéance dudit accord-cadre sans que ces derniers dépassent un délai de **6 mois** à compter de l'achèvement de l'accord-cadre.

Les personnes habilitées à émettre les bons de commande sont la Déléguée régionale de la délégation Ile-de-France Villejuif ou ses représentants, ainsi que les Délégués Régionaux des quatre autres Délégations Régionales.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

- **Durée globale du contrat :**

L'accord-cadre, pour tous les lots, prend effet à la **date de notification** pour une durée ferme d'un **(1) an**. Le marché est reconductible : il peut être renouvelé trois (3) fois par période d'un (1) an par tacite reconduction.

En cas de non reconduction, l'acheteur notifie, via la plateforme PLACE, sa décision de ne pas reconduire le marché au titulaire, **au moins deux (2) mois** avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

- **Nature des prix :**

Les prix du contrat sont **unitaires**.

- **Contenu des prix :**

Le prix des prestations figurant au bordereau des prix unitaires (BPU), est réputé complet. Il comprend notamment :

- Les dépenses nécessaires à l'organisation et à l'exécution des prestations prévues au contrat (supports et accessoires pour dispenser la formation, accès à une éventuelle plateforme) ;
- Les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- Les frais afférents à la préparation des sessions de formations (réunions de cadrage et de bilan, réunion complémentaire éventuelle) et au déplacement du formateur, l'hébergement, l'assurance, la propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (le courrier, la reprographie, les frais informatiques...etc.).
- L'ensemble des coûts découlant de l'utilisation et du transport sur le site de formation de matériels indispensables à l'atteinte des objectifs de la session commandée.

▪ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Établissement et variation des prix

▪ **Variation des prix**

Les prix sont fermes la première année et révisibles annuellement à la **date anniversaire de la notification de l'accord-cadre** dans les conditions ci-dessous.

Par dérogation à l'article 10 du CCAG-PI, les dispositions suivantes s'appliquent :

▪ **Mois d'établissement des prix**

Les prix fixés dans l'accord-cadre sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois correspondant **au mois de remise des offres** finales, soit au mois d'**Avril 2025**. Ce mois est appelé "**Mois Zéro**" (**M0**).

▪ **Modalités de révisions des prix**

L'indice CPF correspond à l'indice des « Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 82.1 – Services administratifs et services de soutien – (Base 2021 – Identifiant 010766546) » défini par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) disponible à l'adresse Internet suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010546133>

Les prix sont fermes pour la période initiale d'exécution de la prestation de l'accord-cadre.

En cas de reconduction de l'accord-cadre, les prix-contractualisés peuvent faire l'objet d'une révision à la hausse ou à la baisse à la date anniversaire de prise d'effet de l'accord-cadre. Les prix révisés s'appliquent aux commandes émises à compter de la date de révision.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donnée par la formule :

$$C = I_n / I_0$$

Dans laquelle :

C = Prix révisé ;

I_n = Valeur du dernier indice publié à la date de demande de révision des prix;

I₀ = Valeur de l'indice correspondant au mois M0 – Mois de remise de la dernière offre financière.

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondis au centième supérieur. Les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la deuxième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la deuxième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent :

- d'adopter l'indice de remplacement,
- si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Ce nouvel indice est validé après échange de courriels y consentant entre le CNRS et le titulaire.

Le titulaire communique à l'acheteur ses nouveaux tarifs **par mail, deux (2) mois minimum avant la date anniversaire de la date de notification de l'accord-cadre.**

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels si l'acheteur n'a pas fait d'observation dans un délai d'**un (1) mois** maximum à compter de leur date de réception. Ce délai permet ainsi au CNRS de vérifier les coefficients et les prix révisés suite à la proposition de demande de révision des prix émise par le titulaire.

À défaut de communication des nouveaux prix dans le délai **de deux (2) mois** précité, le CNRS procédera à la révision des prix et communiquera ces derniers au titulaire.

▪ **Clause de sauvegarde**

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, le CNRS se réserve le droit de résilier sans indemnité l'accord-cadre concerné, dans un délai d'un mois après réception des changements de tarif du titulaire, dès lors que l'évolution moyenne de l'ensemble des prix entraîne une augmentation de plus de **8%** par rapport aux tarifs initialement proposés par le titulaire.

▪ **Monnaie**

L'unité monétaire de chacun des accords-cadres est l'euro (€).

5.3. Conditions de paiement

▪ **Mentions à faire figurer sur le bon de commande**

Chaque bon de commande doit comporter a minima les renseignements suivants :

- La référence du présent accord – cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le montant des prestations à régler ;
- La désignation du service destinataire des prestations ;
- La désignation des prestations ;
- La date ou la période d'exécution ;
- Le lieu d'exécution ;
- La signature de l'ordonnateur ou de son représentant habilité ;
- L'adresse de facturation.

▪ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée (exemple : UMR8198, MOY1649_2, UPS3926, etc.) ;
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 0326L012345).
- Le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique de la facture ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;

- Le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire du créancier ;
- Les dates de réalisation des prestations ;
- La nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- Le taux de TVA applicable.

La facture électronique est obligatoire.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/> ;
- Par dépôt au format PDF ;
- Par saisie en ligne dans le portail : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm .

Le non-respect de ces consignes pourra entraîner soit un rejet de la facture, soit un allongement des délais de traitement.

▪ Régime des paiements :

Pour tous les bons de commande, les paiements sont effectués en euros (€) et respectent un délai global de paiement de trente (30) jours calendaires.

Pour chaque lot,

- **L'Ordonnateur de la dépense** est le(a) délégué(e) régional(e) de chaque délégation régionale concernée .

- Le **Comptable assignataire** chargé du paiement est l'agent comptable secondaire de chaque délégation régionale concernée :

L'agent comptable secondaire
Délégation régionale Île-de-France-Villejuif
7 rue Guy Môquet
94800 Villejuif

L'agent comptable secondaire
Délégation régionale Île-de-Paris Centre
16 rue Pierre et Marie Curie
&
26 rue des fossés Saint-Jacques
75005 Paris

L'agent comptable secondaire
Délégation régionale Ile-de-France Gif-sur-Yvette
Avenue de la Terrasse
91190 Gif-sur-Yvette

L'agent comptable secondaire
Délégation régionale Ile-de-France Meudon
1, Place Aristide Briand
92190 Meudon

▪ **Délai de paiement :**

Conformément aux articles L.2192-10 et R.2192-10 et suivants du Code de la Commande Publique, le délai global de paiement des sommes dues par le CNRS, au titre du présent accord cadre est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture transmise par le titulaire.

Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations sont constatées par les services de la personne publique contractante.

À défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire de la commande d'administrer la preuve de cette date.

▪ **Intérêt moratoire :**

Le défaut de paiement dans les délais prévus par les articles L. 2192-12 à L. 2192-14 du code de la commande publique et des articles R. 2192-10 à R. 2192-23 du même code fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement est de 40 euros.

▪ **Modalités de paiement**

Le paiement est fait par mandat administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son relevé d'identité bancaire (RIB) original. Le titulaire s'engage à informer le CNRS de toute modification de son RIB.

Le règlement est effectué après l'admission de chaque prestation sur la présentation de la facture et des justificatifs nécessaires (service fait) et du bon de commande correspondant.

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

▪ **Forme des notifications relatives à l'accord-cadre**

Sans préjudice des stipulations du CCTP, s'agissant des notifications relatives à l'exécution des prestations, les notifications des décisions de l'acheteur et du titulaire lié à l'accord-cadre peuvent être formulées par voie électronique, sous forme d'échange de courriers électroniques.

Les services bénéficiaires et le titulaire se communiquent les adresses électroniques dédiées aux échanges liés à cet accord-cadre dès la réunion de cadrage.

Les parties s'engagent à se signaler mutuellement les modifications apportées à ces adresses.

Les documents sont transmis sous fichiers .doc, .docx, .xls, .xlsx, ou .pdf :

→ **Par courrier électronique avec accusé de réception**

Le destinataire accuse réception du courrier électronique dès qu'il en a connaissance, par retour d'un courrier électronique. La date et l'heure à prendre en compte pour la réception sont celles portées par le destinataire sur son courrier électronique d'accusé de réception. Le destinataire dispose d'un délai maximal de soixante-douze (72) heures ouvrées pour en accuser réception. Si le courrier électronique lui est adressé après 17h00 (heure de Paris), la date à prendre en compte est celle du lendemain, à partir de 9h00 (heure de Paris). Si cette date est un samedi, un dimanche ou un jour férié (en France ou dans le pays des représentants du Titulaire), la date et l'heure à prendre en compte sont celles du premier jour ouvré qui suit, à compter de 9h00 (heure de Paris).

Passé ce délai, si le destinataire n'a pas renvoyé à l'émetteur un accusé de réception du courrier électronique, la date à prendre en compte est celle de la date d'émission ajoutée du délai de soixante-douze (72) heures ouvrées, dans les conditions prévues ci-dessus.

→ **Ou, notamment pour les échanges liés à l'accord-cadre lui-même, indépendamment de la réalisation des prestations, via le profil acheteur PLACE www.marches-publics.gouv.fr**

Dans ce cas, le titulaire reçoit un courriel de « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr » C'est pourquoi, il doit vérifier que l'adresse des échanges avec la plateforme PLACE « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr » soit accessible en l'intégrant dans sa liste de contacts.

▪ **Documents à remettre et modalités de remise :**

Le titulaire s'engage à fournir à chaque participant, au plus tard le lendemain du dernier jour de la formation, les supports de formation indiqués dans le CCTP du lot concerné.

En cas de non transmission par le titulaire des documents et livrables, visés au présent article, dans les délais prévus ci-dessus, une pénalité peut être appliquée par le CNRS dans les conditions prévues à l'**article 9 du présent CCAP**.

6.2. Report et annulation de sessions

▪ **Report des sessions**

Pour les lots n°1 à 3, en cas d'un nombre de stagiaires inférieur à 6, le CNRS se réserve le droit de demander au titulaire le report de la session de formation au plus tard 15 (quinze) jours avant la date prévue de début de la session de formation.

Pour le lot 4, en cas d'un nombre de stagiaires inférieur à 3, le CNRS se réserve le droit de demander au titulaire le report de la session de formation au plus tard 15 (quinze) jours avant la date prévue de début de la session de formation.

Dans ce cas, le titulaire propose une nouvelle date au CNRS dans la période définie par le CNRS. Le titulaire dispose de 10 (dix) jours pour proposer une nouvelle date à compter de la décision de report de la session de formation par le CNRS.

▪ **Annulation de session**

Si l'une des parties décide de l'annulation d'une session de formation, elle en informe l'autre partie par écrit dans les meilleurs délais, en indiquant les motifs de l'annulation. L'annulation donne lieu à des indemnités au bénéfice de la partie s'étant vue notifier l'annulation de la session, modulées selon les modalités suivantes :

→ **Annulation émanant du titulaire** : si la notification d'annulation intervient **moins de 10 (dix) jours** avant la date de début de la session, une pénalité sera appliquée conformément à l'**article 9** ci-dessous.

→ **Annulation émanant du CNRS** : si la notification d'annulation intervient **moins de 3 (trois) jours** avant la date de début de la session, le montant total de la session commandée est dû au titulaire.

▪ **Condition d'annulation et de report en cas de force majeure**

En cas de force majeure, si une session de formation doit être annulée ou reportée par l'une des parties aucune indemnité de report ou d'annulation n'est due.

La notion **de force majeure** est définie à l'article 1218 du code civil et remplit les trois caractéristiques suivantes :

- Ne peut pas être prévu (imprévisible) ;
- Ne peut pas être surmonté (irrésistible) ;
- Fait extérieur échappant au contrôle de la personne concernée.

Sont expressément reconnus comme en cas de force majeure à titre d'exemple la crise sanitaire, les émeutes, les événements météorologiques importants (tremblement de terre, inondations, sécheresse, etc...), la fermeture des frontières, les pénuries de matières premières, décès d'un salarié.

▪ **Modalités de report ou d'annulation**

Les demandes d'annulation et de report de formation doivent revêtir une forme écrite permettant de s'assurer de la date de réception de cette demande par le destinataire (courrier avec accusé de réception ou courriel avec accusé de réception). Toute demande d'annulation ou de report de formation non écrite ne pourra pas être prise en compte par les parties.

Pour tous les lots, en cas d'annulation de sessions, les parties peuvent s'accorder afin de reporter les sessions et convenir ensemble d'une nouvelle date.

6.3. Composition des groupes de stagiaires

Pour chaque session, le CNRS se réserve la possibilité, jusqu'à la date de début du déroulement de la session, de compléter ou de modifier la liste des stagiaires inscrits. Ces modifications ne peuvent affecter les compositions des groupes constitués que dans la limite des effectifs minimaux et maximaux de stagiaires pouvant être inscrits à une session.

6.4. Procédure de remplacement de l'équipe dédiée

Le titulaire s'engage à respecter l'équipe nommément désignée dans son offre et comprenant à minima la composition précisée dans le CCTP du lot concerné.

Le titulaire doit informer le CNRS de toute défection d'un intervenant dès lors qu'il a connaissance de celle-ci et pourvoir à son remplacement dans les plus brefs délais. Dans le cas où ces personnes ne sont plus en mesure d'accomplir leur tâche, le titulaire doit :

- En aviser sans délai le CNRS et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pôle formation de l'IFSeM ou au service bénéficiaire concerné un remplaçant disposant de compétences techniques et pédagogiques au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres (dont le curriculum-vitae) dans un délai de trois jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Si l'examen du profil de l'intervenant pressenti n'est pas adéquat au regard de la nature de la formation, le CNRS se réserve le droit de demander le report ou l'annulation de cette dernière, sans que le prestataire ait le droit à une indemnisation de ce report, contrairement à ce qui est mentionné à l'article 6.2 du présent CCAP.

Le CNRS se réserve également le droit de demander le remplacement d'un intervenant qui ne correspondrait pas aux attentes exprimées des stagiaires formés, suite au déroulement d'une session antérieure.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, les dispositions suivantes s'appliquent : le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le CNRS si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de **15 jours** à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le CNRS récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de **trois jours** pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le CNRS est motivée.

En cas de récusation des remplaçants par le CNRS, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'**article 9** du présent CCAP. À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire, l'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

6.5. Modifications relatives au titulaire de l'accord-cadre

▪ Généralités

Pour chaque lot, toute modification affectant la situation administrative, financière ou juridique du titulaire de l'accord-cadre est portée impérativement à la connaissance du Pôle Achats de l'IFSeM du CNRS.

Le titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

▪ Modifications mineures :

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse que le titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement ;
- Modification des coordonnées bancaires.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être portées à la connaissance du CNRS dans les plus brefs délais. Ces modifications peuvent entraîner la renumérotation de l'accord-cadre par le CNRS et la transmission de ce nouveau numéro au titulaire du présent accord-cadre.

▪ Modifications majeures :

Le titulaire doit informer le CNRS à l'adresse suivante : Délégation Régionale Ile-de-France Villejuif, Pôle Achats IFSeM, sis 7 rue Guy Môquet - 94800 Villejuif et dans les plus brefs délais, de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre conclus par le CNRS, et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé

Est également considérée comme majeure, toute autre modification affectant la possibilité du titulaire d'exécuter l'accord-cadre.

En cas d'acceptation par le CNRS de la cession de l'accord-cadre, cette cession fait l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

7. VERIFICATION DES PRESTATIONS – DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

▪ Vérification et réception des prestations

Conformément à l'article 28 du CCAG-PI, les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications qualitatives et quantitatives destinées à constater qu'elles sont conformes à l'objet du marché.

En complément de l'article 28.1 du CCAG-PI, les opérations de vérification qualitative se déroulent de la manière suivante :

→ La constatation de l'exécution des prestations se fait par le service bénéficiaire à l'issue de l'exécution des prestations de formation et au regard de la feuille d'émargement, envoyée par le titulaire établissant les dates des prestations réalisées et attestant la présence des stagiaires.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, le service bénéficiaire dispose d'un délai de vérification **d'un (1) mois** à compter de la fin de chaque session pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision.

Si les vérifications sont réputés conformes

À l'issue des opérations de vérification, le service bénéficiaire concerné notifie une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Le service bénéficiaire s'assure que le déroulement de la formation (durée, respect du planning) et son contenu correspondent à l'offre du titulaire. Le service bénéficiaire vérifie que les objectifs mentionnés à l'**article 2.3** du CCTP sont atteints.

Le service bénéficiaire peut sans prévenir le titulaire :

- Soumettre des questionnaires de satisfaction aux stagiaires en présence ou pas du formateur ;
- Assister à une session de formation.

▪ **Utilisation des résultats par le CNRS – choix de l'option du CCAG-PI**

L'article 35 du CCAG-PI est applicable au présent accord-cadre. De ce fait, le titulaire concède à titre non exclusif au CNRS le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats de façon permanente ou temporaire, en l'état ou modifiés, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet de l'accord-cadre et pour la France. Dans l'hypothèse de la publication des résultats sur internet, les droits sont concédés pour le monde entier.

Les dispositions de l'article 35 du CCAG-PI sont complétées comme suit :

- S'agissant de l'objet de l'accord-cadre : la concession d'exploitation est accordée pour l'exploitation des prestations objet de l'accord-cadre. Elle comprendra :

→ **Pour le droit de reproduction** : le droit de reproduire tout ou partie de la prestation pour quelque usage que ce soit par quelque procédé que ce soit notamment numérisation, scannérisation, sur tous les supports connus notamment papier numérique, informatique, réseau intranet, sur CD-ROM ;

→ **Pour le droit de représentation** : le droit de représenter tout ou partie de la prestation par tout procédé de communication connus ou inconnus au jour de la signature de l'accord-cadre à savoir par voie numérique, par câble et réseau intranet. La présente session du droit de représentation est réalisée pour toute destination en communication interne ;

→ **Pour les droits d'adaptation** (au cas où des adaptations ou actualisations pourraient être apportées aux résultats) : le droit d'utiliser, modifier, arranger, corriger, intégrer en tout ou partie les prestations objet de l'accord-cadre sous la réserve que ce soit pour les seuls besoins de l'accord-cadre et dans le respect du droit moral.

- S'agissant de la durée de concession des droits : les droits d'utilisation sont concédés pour la durée suivante : 5 ans.
- S'agissant du territoire : les droits concédés pour la France et en cas de publication sur Internet pour le monde entier.
- S'agissant des droits du titulaire de l'accord-cadre : le titulaire restant propriétaire des résultats objet du présent accord-cadre, il peut les exploiter et les publier à titre commercial sous réserve de l'accord du CNRS.

8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

▪ **Assurances :**

Le titulaire, en la personne de chacune de ses composantes, y compris les sous-traitants éventuels, doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire adressera le renouvellement de chaque attestation annuelle au CNRS soit automatiquement, soit dans

les 15 jours suivant la demande du CNRS.

Le titulaire de chaque lot sera tenu de fournir une Certification Qualiopi à jour de ses renouvellements pendant toute l'exécution de l'accord-cadre.

Uniquement pour le lot 4 (PCR) : L'organisme de formation doit être titulaire d'une certification délivrée par un organisme certificateur conformément à l'article 12 de l'Arrêté du 18 décembre 2019. Il devra répondre aux exigences fixées par l'Article 13 de ce même Arrêté, notamment concernant la désignation des formateurs chargés d'assurer la cohérence pédagogique de chaque session de formation de personne compétente en radioprotection. Pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire sera tenu de fournir ladite attestation lors de ses renouvellements.

▪ **Protection des données à caractère personnelles**

Obligations des parties

Certaines données transmises par le pouvoir adjudicateur au titulaire en application du présent accord-cadre constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie du présent accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données modifiée par la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Obligations du titulaire et des sous-traitants

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou

communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord-cadre. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

Open data

Dans le cadre d'une démarche Open data, conformément à la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 codifiée dans le code des relations entre le public et l'administration, ainsi que dans la perspective de l'application de la directive 2013/37/UE du 26 juin 2013 modifiant la directive du 2003/98/CE concernant la réutilisation des informations du secteur public, le titulaire du marché fournit au pouvoir adjudicateur, dans des standards ouverts (c'est-à-dire selon l'article de la LCEN du 21 juin 2004 « tout protocole de communication, d'interconnexion ou d'échange et tout format de données interopérable et dont les spécifications techniques sont publiques et sans restriction d'accès ni de mise en œuvre ») tels que les formats de type .CSV, .ODS, .XML, .KML, .SHP, les données et bases de données collectées ou produites à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Il autorise par ailleurs le pouvoir adjudicateur, ou un tiers désigné par celui-ci, à extraire et exploiter librement tout ou partie de ces données et bases de données notamment en vue de la mise à disposition à titre gratuit des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

Sont expressément exclues de cette démarche les données personnelles ainsi que celles sur lesquelles des tiers détiennent des droits de propriété intellectuelle.

L'accès à ces données pourra se faire notamment sous une licence de réutilisation publique, qui précise les droits et obligations rattachés aux données.

Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) **Avant le début de chaque détachement d'un salarié**, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) **Lors de la conclusion du contrat**, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- Sa date d'embauche ;
- Sa nationalité ;
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) **Lors de l'attribution et avant la notification du contrat**, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- Le certificat social URSSAF ;
- Une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

4) **Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois**, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y

soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-PI, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du CNRS, même s'ils ne sont pas signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les documents remis au titulaire par le CNRS demeurent propriété exclusive de ce dernier et devront lui être restitués après l'exécution des prestations. Le titulaire s'interdit notamment toute communication et toute remise de documents à des tiers sans l'accord expresse préalable du CNRS.

▪ **Accès et sécurité**

Pendant leur séjour sur les différents sites, les préposés des titulaires sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité qui leur sont communiquées par le CNRS et notamment à ses règlements intérieurs.

▪ **Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur. La sous-traitance totale de l'ensemble des prestations est interdite.

Les sous-traitants peuvent être présentés au représentant du pouvoir adjudicateur pour acceptation lors de la soumission à l'accord-cadre ou en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 joint au présent DCE) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

9. PÉNALITÉS

En cas de non-respect des conditions d'exécution fixées dans l'accord-cadre et par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, des pénalités peuvent être appliquées dans les hypothèses énoncées ci-après, sans mise en demeure préalable du titulaire par le CNRS :

Pénalités	Montant & condition
Proposition d'une date de report de la formation en dehors du délai défini	5% du montant HT de la session de formation sur constat du CNRS
Retard inférieur à 1 heure constaté pour non-respect de l'heure de début de la formation par rapport aux horaires planifiés	5% du montant HT de la session de formation sur constat du CNRS
Retard supérieur à 1 heure constaté pour non-respect de	20% du montant HT de la session de formation sur

l'heure de début de la formation par rapport aux horaires planifiés	constat du CNRS
Non-exécution de la formation le jour-même	100% du montant HT de la session de formation sur constat du CNRS
Non-exécution de la formation sans justification valable et en-dehors du délai de prévenance (moins de 15 jours avant et jusqu'à la veille de la formation)	50% du montant HT de la session de formation sur constat du CNRS
Retard dans la transmission des documents prévus par l'accord-cadre (livrables...)	5% du bon de commande HT / jour à compter du 1er jour de retard constaté par le CNRS
Remplacement par le titulaire d'un formateur non approuvé par le CNRS	35% du montant HT de la session de formation sur constat du CNRS
Absence du prestataire aux réunions prévues par l'accord-cadre	100 € sur constat du CNRS

Les pénalités s'appliquent, pour la non-exécution par le titulaire du présent accord-cadre de leurs engagements contractuels, en matière de ponctualité du formateur par rapport aux horaires planifiés.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure sur simple constat du retard par le pôle formation.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités s'appliquent dès le premier euro. Les différentes pénalités sont cumulables entre elles.

▪ **Cumul des pénalités**

En cas de cumul de pénalités, le plafond maximal des pénalités cumulées, par année d'exécution du contrat, ne peut dépasser **20%** du montant généré par l'accord-cadre.

L'atteinte de ce plafond permet au CNRS de résilier le marché aux conditions prévues à l'article 10 du présent CCAP.

10. MODIFICATIONS ET RESILIATION DU MARCHE

10.1 Modification du marché

▪ **Clause de non exclusivité**

Par principe, le CNRS commande au titulaire les prestations répondant à l'objet de l'accord-cadre tel que défini à l'article 1 du CCTP.

Cependant, le pouvoir adjudicateur se réserve à titre exceptionnel la possibilité de commander certaines des prestations objet de l'accord-cadre à un tiers dans les hypothèses suivantes :

- Lorsque le titulaire n'a pas présenté un intervenant agréé par le CNRS dans les conditions fixées à l'article 6.4 du présent CCAP, au plus tard 10 jours avant le début de la session, ;
- Lorsque le titulaire n'a pas présenté des mesures correctives jugée suffisantes par le CNRS dans le délai de 15 jours suivant la notification de la demande du CNRS, conséquences d'une mauvaise évaluation d'une session passée par les participants ;

10.2 Résiliation

Pour chaque lot, le CNRS se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre dans les conditions prévues dans le cadre du chapitre 7 du CCAG-PI.

Sans préjudice des stipulations des articles 36 à 42 du chapitre 7 du CCAG-PI, et conformément aux dispositions de l'article L. 2195-1 du code de la commande publique, le marché est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les

documents ou renseignements mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 sont inexacts ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 ou D8254-2 à D.8254-5, R 1263-12 du code du travail.

La résiliation du marché est alors prononcée par le CNRS, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Le CNRS peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 27 du CCAG-PI.

Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, facturés au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Le CNRS peut résilier, à tout moment, pour motif d'intérêt général le marché. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire. La notification de cette décision au titulaire intervient au plus tard deux 2 mois avant sa date de prise d'effet.

Toutefois, après son expiration ou après résiliation comme spécifié ci-dessus, les deux parties demeurent liées du fait des prestations ou de règlements qui resteraient à effectuer.

11. TRIBUNAL COMPETENT

En cas de difficulté sur l'exécution du présent accord-cadre, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les litiges éventuels seront réglés par les lois et règlements du droit français et seront portés à la demande d'une des parties devant le :

Tribunal administratif de Melun

43 rue du Général-de-Gaulle

77008 Melun Cedex

Tél : 01 60 56 66 30

Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr

Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

Liste des dérogations au CCAG Prestations Intellectuelles :

L'article 2 – « Pièces contractuelles » déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI ;

L'article 3 – « Emission des bons de commande » déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-PI ;

L'article 5.2 – « Variation des prix » déroge à l'article 10 du CCAG-PI ;

L'article 5.2 – « Clause de sauvegarde » déroge à l'article 40 du CCAG-PI ;

L'article 6.4 – « Procédure de remplacement de l'équipe dédiée » déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-PI ;

L'article 7 – « Vérification et réception des prestations » déroge à l'article 28.2 du CCAG-PI ;

L'article 8 – « Obligation et vigilance » déroge à l'article 5.1.1 du CCAG-PI ;

L'article 9 – « Pénalités » déroge aux articles 14 et 14.1.3 du CCAG-PI.